

Veille de l'Observatoire

numéro 16 (juillet-août 2005)

La veille de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, para-gouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes (questions d'intersectorialité).

L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.

Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec field.ann-marie@uqam.ca

**La veille est aussi disponible sur notre site Internet:
<http://www.criec.uqam.ca/observatoire/veille.htm>**

DANS CE NUMÉRO:

1. Le Canada participe à la lutte contre les actes de nature raciste sur Internet
2. L'immigration au Canada : Faits et chiffres pour l'année 2004
3. Élaboration d'une politique sur le racisme et la discrimination raciale en Ontario
4. Rapport de la Commission européenne sur l'égalité et la non-discrimination
5. Soixante septième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
6. Les Nations Unies se dotent d'un expert indépendant sur les minorités
7. Les droits humains: rapport de la Grande-Bretagne
8. Resserrement du processus d'immigration: changements en France et aux Etats-Unis
9. La situation des réfugiés au Canada et ailleurs dans le monde ne s'améliore pas
10. Étude sur les établissements autochtones d'enseignement postsecondaire
11. Royaume-Uni: les droits humains sont menacés par les nouvelles mesures de sécurité
12. Lutte au racisme: rapports britannique et autrichien

GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

À OTTAWA...

1. Le Canada participe à la lutte contre les actes de nature raciste sur Internet

Le **ministre des Affaires étrangères du Canada** a annoncé, en juillet, que le Canada est signataire du premier *Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques* (<http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/Html/185.htm>). Selon le **Ministre**, le matériel raciste et haineux serait de plus en plus accessible sur l'Internet et seule une plus grande coopération internationale pourrait venir à bout de ce fléau (http://canada.justice.gc.ca/fr/news/nr/2005/doc_31572.html).

2. L'immigration au Canada : Faits et chiffres pour l'année 2004

Le **gouvernement du Canada** a récemment mis en ligne des données sur l'immigration pour l'année 2004. Ce rapport (<http://www.cic.gc.ca/francais/pdf/pub/faits2004.pdf>) rend compte de la situation des résidents permanents et de celle des résidents temporaires. Chacune de ces catégories est analysée selon différents paramètres comme l'âge, le sexe, le niveau de scolarité, les connaissances linguistiques, etc.

AILLEURS AU CANADA....

3. Élaboration d'une politique sur le racisme et la discrimination raciale en Ontario

La **Commission ontarienne des droits de la personne** a rendu publique sa nouvelle politique sur le racisme et la discrimination raciale

(<http://www.ohrc.on.ca/french/publications/racism-and-racial-discrimination-policy.pdf>).

Politique et directive sur le racisme et la discrimination raciale fait le point sur les notions de race, de racisme et de discrimination raciale et l'état des différentes manifestations du racisme ainsi que des responsabilités des institutions ou des organisations. Le rapport se termine par des directives de la Commission pour la mise en œuvre de sa politique de lutte au racisme. Parmi les stratégies adoptées, on retrouve des mesures de changements organisationnels ainsi que des activités d'éducation et de formation en matière de droits de la personne.

La **Fédération Canado-Arabe** a réagi de façon très positive à cette initiative. Elle s'est dite encouragée par la reconnaissance de l'Islamophobie comme forme émergente de racisme au Canada. Pour elle, cette politique devrait être un modèle pour toutes les autres provinces. Voir: <http://www.caf.ca/CAF%20in%20the%20News/CAF%20welcomes%20Policy%20on%20Racism%20and%20Racial%20Discrimination%20-30JUN05.pdf>.

DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...

4. Rapport de la Commission européenne sur l'égalité et la non-discrimination

La **Commission européenne** vient de mettre en ligne un rapport (http://europa.eu.int/comm/employment_social/fundamental_rights/pdf/pubst/annualrep05_fr.pdf) qui fait état des progrès pour l'année 2004 en ce qui a trait aux politiques de non-discrimination en Europe. *Égalité et non-discrimination* présente les différentes actions qui ont été mises en œuvre par les États membres afin de respecter les exigences de la Commission européenne dans ce domaine. On y traite, entre autres, des progrès en matière d'égalité raciale et d'égalité en emploi. La deuxième partie du rapport est consacrée à la situation des Roms pour qui l'expérience de l'exclusion sociale s'avère plus sévère que pour d'autres minorités ethniques dans l'Union européenne.

5. Soixante septième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Le **Comité pour l'élimination de la discrimination raciale** a tenu sa 67^e session durant le mois d'août. Parmi les faits saillants, signalons un débat important sur le multiculturalisme qui a permis au Comité de formuler plusieurs recommandations. Le Comité estime que les États parties devraient éliminer les lois ayant un effet discriminatoire et favoriser une plus grande représentation des minorités raciales et ethniques au sein de la police et des systèmes judiciaires (Voir : <http://www.unhcr.ch/hurricane/hurricane.nsf/0/49147AEECDFB4C55C12570610043B379?opendocument>). Il est possible d'obtenir plus de renseignements sur les travaux de la commission en consultant le communiqué final : <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2005/DR992.doc.htm>.

6. Les Nations Unies se dotent d'un expert indépendant sur les minorités

Les **Nations Unies** ont annoncé la nomination d'un expert indépendant qui aura pour mandat la protection des droits des minorités tel qu'énoncé dans la *Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques*. Gay McDougall, qui occupera ce nouveau poste, aura pour mandat de déterminer des stratégies pour le respect des droits des personnes appartenant à des minorités. Voir: <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=15230&Cr=human&Cr1=rights&Kw1=minority&Kw2=&Kw3=#>

AILLEURS DANS LE MONDE...

7. Les droits humains: rapport de la Grande-Bretagne

Le **gouvernement de la Grande-Bretagne** a récemment mis en ligne son rapport 2004 sur les droits humains (<http://www.fco.gov.uk/Files/kfile/HumanRights2005.pdf>). En plus de donner une vue d'ensemble sur la situation et les principaux défis relatifs aux droits humains dans le monde, *Human Rights, Annual Report 2005* explique en quoi les activités et politiques du gouvernement s'inscrivent dans une volonté d'améliorer les droits humains au Royaume-Uni. Le rapport s'intéresse aux réfugiés, aux nouvelles formes d'esclavage et à la mondialisation. **Amnistie internationale** a réagi de façon très positive à la publication de ce rapport. Selon l'organisme, ce rapport est essentiel puisqu'il permettra au parlement et au public de juger de la

performance de leur pays en matière de droits humains (<http://www.amnesty.org.uk/news/press/16309.shtml>).

8. Resserrement du processus d'immigration: changements en France et aux États-Unis

Le **ministre français des Affaires intérieures** a annoncé en juillet dernier la mise sur pied d'un nouveau comité qui aurait pour mandat de réévaluer les besoins de la France en matière d'immigration (http://www.expatica.com/source/site_article.asp?channel_id=4&story_id=21831). La politique d'immigration devrait faire l'objet d'un changement majeur et devenir plus sélective afin de permettre à la France de choisir ses immigrants sur la base de critères préétablis. Des comptes-rendu des réunions sont disponibles. Voir :

http://www.interieur.gouv.fr/rubriques/c/c1_le_ministre/c13_discours/2005_07_11_synthese_immigration, http://www.interieur.gouv.fr/rubriques/a/a5_communiqués/20050727_cici.

Par ailleurs, le **Migration Policy Institute** vient de mettre en ligne un rapport qui décrit les changements apportés à la politique d'immigration des États-Unis depuis les attentats du 11 septembre. *Secure Borders, Open Doors* (http://www.migrationpolicy.org/pubs/visa_report.pdf) montre que l'octroi de visas est devenu un processus beaucoup plus complexe depuis 2001 et formule plusieurs recommandations pour améliorer cette situation.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

LOCALES...

9. La situation des réfugiés au Canada et ailleurs dans le monde ne s'améliore pas

De nombreux rapports semblent indiquer que la situation des réfugiés dans le monde est loin de s'améliorer. Tout d'abord, un rapport mis en ligne par le **Conseil canadien pour les réfugiés** montre que l'accord signé il y a six mois entre le Canada et les États-Unis sur les tiers pays sûrs a entraîné de graves conséquences pour les réfugiés. En effet, *Closing the door on refugees* démontre que le nombre de demandes faites aux frontières a drastiquement diminué (<http://www.web.ca/%7Eccr/closingdoor.pdf>). **Citoyenneté et immigration Canada** a aussi mis en ligne les premières statistiques concernant le nombre de demandeurs d'asile arrivé au pays suite à l'entrée en vigueur de cet accord (<http://www.cic.gc.ca/francais/politiques/pays-surs-stats.html>).

Un deuxième rapport du **Conseil canadien pour les réfugiés**, *Des vies en suspens : Les ressortissants de pays visés par un moratoire vivent dans un vide juridique*, nous apprend que des milliers de personnes restent des années dans un vide juridique. Elles se sont vues refuser le statut de réfugié au Canada mais sont incapables de retourner dans leur pays pour des raisons de sécurité. Voir : <http://www.web.net/~ccr/viesensuspens.pdf>.

Du côté de l'Europe, l'accès ne semble pas plus facile pour les réfugiés et demandeurs d'asile. En juillet dernier, le **UNITED for Intercultural Action** a mis en ligne un rapport choc (voir: <http://www.irr.org.uk/2005/june/ha000019.html>) dans lequel il dresse une liste de tous les individus ayant perdu la vie en tentant de traverser les frontières illégalement (<http://www.united.non-profit.nl/pdfs/deathlist2005.pdf>).

10. Étude sur les établissements autochtones d'enseignement postsecondaire

La **Fondation canadienne des relations raciales** a mis en ligne une analyse de la politique gouvernementale sur les établissements autochtones d'enseignement postsecondaire. Le document, produit par **The Aboriginal Institutes' Consortium**, se penche sur l'historique et l'évolution des établissements d'enseignement postsecondaire régis par les Autochtones. Il met en lumière le manque de soutien législatif et gouvernemental susceptible de permettre le progrès de ces établissements. Plusieurs recommandations sont faites afin de remédier aux lacunes dans ce dossier. (Voir : <http://www.crr.ca/divers-files/en/pub/repAboriginal%20Institutions%20of%20Higher%20Education.pdf>)

De plus, lors d'une conférence réunissant les Chefs des Premières Nations de l'Ontario en juin, plusieurs recommandations ont été faites afin d'en arriver à une entière reconnaissance des établissements d'enseignements autochtones. Les Chefs désirent aussi que le gouvernement fédéral s'ingère moins dans le contrôle de ces établissements. Selon eux, les Premières Nations ne seraient responsables que de l'administration des programmes, puisque le contrôle des écoles autochtones relève encore aujourd'hui du gouvernement fédéral. (Voir : <http://www.chiefs-of-ontario.org/education/docs/aocc%202005%20Manifesto%20-%20summary%20of%20recs.doc>)

INTERNATIONALES...

11. Royaume-Uni: les droits humains sont menacés par les nouvelles mesures de sécurité

Plusieurs communiqués et rapports semblent démontrer que les nouvelles mesures de sécurité adoptées par le gouvernement du Royaume-Uni suite aux attentats de juillet seraient discriminatoires envers certaines minorités culturelles. Selon **Amnistie internationale**, les nouvelles mesures proposées par le Premier ministre en août dernier seraient arbitraires, risqueraient d'entraîner d'autres injustices et remettraient en cause l'indépendance du pouvoir judiciaire en plus de porter atteinte à certains droits fondamentaux des individus. (Voir: <http://www.amnistie.qc.ca/nouvelles/nouvelles.cfm?record=3929>et <http://www.amnistie.qc.ca/nouvelles/nouvelles.cfm?record=3969>).

Aussi, plusieurs ONG, dont **Amnistie Internationale**, le **Refugee Council** et **Oxfam** ont joint leurs efforts dans le but de protester contre les mesures de déportation et d'exclusion entreprises par le **Home Office** suite aux attentats terroristes (Voir: http://www.refugeecouncil.org.uk/downloads/policy_briefings/HO_counter_terror_measures.pdf)

L'**Institute of Race Relation** (IRR) signale que depuis la révélation que trois suspects des attentats de Londres étaient des réfugiés de Somalie, d'Éthiopie et d'Érythrée, les réfugiés africains sont devenus la cible de pratiques discriminatoires. (Voir <http://www.irr.org.uk/2005/august/ak000022.html>). *Refugees and the Development of Africa: Eritrean refugees in the UK* documente le cas particulier des réfugiés et demandeurs d'asile Érythréens en Grande-Bretagne, mais aussi la situation des réfugiés en général, qui se buttent trop souvent à la sévérité de la loi sur l'immigration anglaise (http://www.irr.org.uk/pdf/eritrean_refugees.pdf).

De plus, l'IRR a produit un bilan de tous les incidents à caractère raciste qui se sont produits suite aux attentats de juillet (<http://www.irr.org.uk/2005/august/ha000021.html>).

12. Lutte au racisme: rapports britannique et autrichien

La **Commission for Racial Equality** a rendu disponible en juillet son rapport annuel 2004 (<http://www.cre.gov.uk/downloads/AR04main.pdf>). On y traite, entre autres, des mesures

entreprises par l'organisme en 2004 pour lutter contre le racisme et les discriminations raciales, du débat lancé sur le multiculturalisme et l'immigration, ainsi que de la nécessité du partenariat dans la lutte au racisme.

Un organisme autrichien, **Zivilcourage und anti-rassismus-arbeit**, a également rendu public son rapport 2004 sur le racisme. En plus de présenter des statistiques, le rapport répertorie les incidents à caractère raciste qui se sont produits dans la sphère publique et dans les différentes institutions de l'état. Voir : <http://www.zara.or.at/materialien/rassismus-report/racism-report-2004.pdf>

Cette veille à été compilée par Kim O'bomsawin (assistante de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) et Ann-Marie Field (agente de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) avec la collaboration de Jean-Claude Icart (coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations).

Pour des renseignements ou commentaires, communiquez avec Ann-Marie Field.
field.ann-marie@uqam.ca ou (514) 987-3000 poste 3318#